

La Fondation Maison des sciences de l'homme soutient les milieux intellectuels évoluant dans des pays marqués par divers obstacles à la liberté académique. Pour ce faire, elle accompagne des chercheurs et chercheuses qui ne peuvent plus exercer leurs activités avec la sérénité, voire avec la sécurité nécessaire. Des situations de stress, de surveillance, des blocages administratifs, le racisme ou encore les discriminations de genre, parfois les guerres, les ont conduits à se déplacer, à se protéger, à s'isoler, voire à se cacher. Cette diversité d'obstacles appelle en retour autant de stratégies de protection et de contournement de la part des chercheurs et chercheuses. Ces soutiens que délivre la Fondation permettent de réunir, pour quelque temps au moins, les conditions d'une recherche paisible, d'obtenir un visa, de se loger ou encore de disposer d'un espace de travail et de tisser des liens avec de nouveaux collègues. Cette collection de podcasts Zones contraintes vous en livre certains des récits. En novembre 2022, nous avons reçu Valérie Pozner dans nos locaux à Paris. Elle est directrice de recherche au CNRS, agrégée de russe et spécialiste d'histoire du cinéma russe et soviétique. Elle fait dialoguer, dans ses recherches, les dimensions esthétiques, sociales, économiques et techniques, du fait cinématographique, dans un espace politique qui va de l'Empire russe à l'Union soviétique. De 2006 à 2008, elle avait déjà dirigé une première fois le centre d'études franco-russe de Moscou. Ayant accepté une nouvelle mission comme directrice de ce même centre, elle était en poste à Moscou au moment de l'agression militaire de la Russie en Ukraine. Elle nous raconte ces conséquences sur le CEFR, aujourd'hui fermé, et sur les chercheurs et chercheuses qui y sont attachés. Nous écoutons son témoignage, rare et précieux.

Au petit matin, le 24 février, les Russes sont entrés sur le territoire de l'Ukraine. On avait bien vu la situation se tendre durant l'automne et le début de l'hiver. J'étais persuadée qu'on allait entrer en guerre.

Le CEFR, c'est une petite UMIFRE avec une équipe très réduite, un directeur ou directrice, un adjoint postdoc, une assistante et une bibliothécaire. Il était, jusqu'à la fermeture de ces locaux, situés dans le bâtiment de la bibliothèque de littérature étrangère, relativement au centre de Moscou.

On avait plusieurs séminaires, donc nous avons décidé de faire revenir nos doctorants boursiers qui ont commencé à arriver à partir d'octobre, novembre, décembre. À cause de la règle des 90 jours, ils étaient repartis et devaient revenir au printemps. Au 24 février, il a été demandé à tous nos boursiers de quitter le territoire russe dans les plus brefs délais.

Nous avons en projet d'abord une école d'été, pour renouer avec les bonnes habitudes, qui devait se dérouler en Serbie. Nos vaccins n'étant pas reconnus en Russie, on s'était dit en Serbie, au moins, c'est relativement facile à organiser parce qu'on a des relais sur place. On voulait l'organiser sur une thématique qui était déjà dans l'air du temps, sur la notion de résistance. Tout ça a été suspendu et arrêté. Le 12 janvier, nous étions convoqués par notre COCAC en format fermé, sécurisé, expat, pour nous dire que les mois qu'on allait vivre allaient sérieusement compliquer notre travail, mais que rien de très grave n'allait nous arriver. Il était à la fois rassurant et bizarrement ambivalent, mais il y a des signes qui ne trompent pas. Il y avait une espèce de tension palpable. On avait le droit en Russie de faire des manifestations individuelles avec un petit carton. Il a commencé à y avoir à y avoir des arrestations dans ce cadre, même dans ce cadre vraiment minime, puis un discours officiel de plus en plus agressif envers l'Occident en général et très hostile à l'Ukraine. J'étais persuadée que c'était là. J'avais réussi à persuader quelques personnes autour de moi, mais de loin pas tous, et à mettre au point un petit plan si on était privé d'internet, s'il nous fallait gagner l'ambassade avec des chercheurs binationaux. J'avais ma petite idée sur la façon dont il fallait procéder. C'était drôle parce que, intérieurement, je réactivais ma mémoire de la période soviétique. C'est un pays que je fréquente depuis la fin des années 70, il y avait des tas de façons de faire, de simples pratiques qu'on connaît. On est réactif, c'est instinctif. On ne parle pas n'importe où et n'importe comment. On éteint son téléphone.

Le 24 février est arrivé et il a fallu, dans l'urgence, réfléchir à ce qu'on faisait, donc faire repartir nos boursiers doctorants et postdoctorants. C'était difficile de leur faire comprendre de l'urgence d'un départ. Quelqu'un qui s'occupe des techniques de pêche au troisième millénaire avant notre ère et qui est dans les sous-sols de l'Ermitage à qui vous écrivez en disant : "Il va falloir plier bagage, et rentrer chez vous. Nous allons adjoindre à vous quelqu'un qui arrivera de Moscou. On est en train de chercher un hébergement pour cette personne. Ensuite, on vous prend un bus pour aller jusqu'à Helsinki, et à Helsinki, vous prenez tel avion". Il a fallu, dans le week-end et le lundi suivant, tout mettre en place pour que les gens puissent partir, alors que dans le week-end déjà, les avions directs, c'était fini. Ce même week-end, une masterante anthropologue qui devait rejoindre

l'IFEAC à Bichkek, avait choisi de faire Istanbul Krasnodar, Krasnodar Bichkek. À Krasnodar, elle arrive et l'aéroport est évacué puisqu'il n'est pas loin de l'Ukraine. C'est un aéroport à partir duquel décollaient les avions russes, donc elle ne comprend pas. C'est une remarquable jeune chercheuse d'origine brésilienne qui parle le tadjik, anglais, français, mais pas russe. Mon collègue de l'IFEAC lui trouve quelqu'un pour la récupérer et m'écrit en disant : "Qu'est-ce qu'on fait ?" Et là, je m'avise que les ressortissants brésiliens n'ont pas besoin de visa russe en Russie. Je dis : "Très bien, elle prend un train, le premier train possible et elle arrive à Moscou. Après ça, on avise, on verra ce qui se passe." Elle n'a compris véritablement ce qu'il était en train d'arriver que dans le train en rencontrant des migrants tadjiks pris dans cette histoire avec qui elle discute. Elle passe par un endroit qui vient d'être bombardé. Nous sommes allés l'accueillir dans la nuit de samedi à dimanche suivant l'entrée en guerre avec notre remarquable bibliothécaire vacataire à quatre heures du matin à Moscou, à la gare de Kazan. Elle a passé le week-end à la maison à reprendre ses esprits parce qu'elle était un peu choquée.

Le départ de tous les doctorants, boursiers, postdoc, chercheurs, c'était une consigne de l'ambassade. Tout de suite, on a procédé à logistiquement trouver les moyens de. Tous nos séminaires étaient en partenariat avec des institutions russes, donc toutes nos actions étaient en collaboration. Tout notre programme de publications, de colloques, d'écoles d'été, tout ça se faisait avec des partenaires qui étaient des chercheurs, au sein d'institutions avec qui nous avions noué ou nous devions nouer des conventions. À partir du moment où a été décidé que ces relations institutionnelles étaient suspendues, cela signifiait la suspension de tout notre programme d'action. Dans ces conditions, (il fallait être un tout petit peu logique, politique et éthique, tout ça se rejoignait, si bien que) notre réflexion a été assez simple. Rester dans ces conditions, dans ces locaux, alors que plus aucune activité ne pouvait être envisagée, il m'a paru que c'était une aberration, à commencer par une aberration financière. C'est ainsi que le 23 mars, a eu lieu une réunion générale qui a marqué cette décision de fermer les locaux du CEFR, ce qui ne signifiait pas une fermeture du CEFR. Le 25, nous avons organisé leur rapatriement de nos archives et de notre bibliothèque dans les sous-sols de l'ambassade. La bibliothécaire vacataire, dont le contrat courait jusqu'à fin avril, et notre assistante ont été hébergées à l'Institut français. Dans le même temps, entre le 24 février et jusqu'à maintenant, nous nous sommes occupés de ce qu'on appelle les mobilités sortantes, c'est-à-dire aider et guider nos collègues chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants et postdoctorants à obtenir des visas pour venir, pour un temps court ou long, en France, des citoyens de Russie. Ce sont des dossiers sur lesquels nous sommes quotidiennement. J'ai quitté la Russie fin mars, je suis resté une semaine Erevan où j'ai repris contact avec des chercheurs très proches du centre qui étaient déjà partis et s'étaient relocalisés temporairement ou pas temporairement à Erevan pour prendre la température et voir quels étaient les plans, les projets, les émotions.

C'était important de se retrouver ailleurs avec une parole plus libre. Une fois rentré, ça a été la mobilisation pour les collègues qui étaient candidats au programme (inaudible) auquel nous apportons des conseils. Nous avons une correspondance énorme parce que nous sommes très, très sollicités par des Russes, énormément, des Russes que nous connaissons depuis très longtemps et d'autres qui se sont agrégés ou qui sont apparus. Vous savez comment ça marche, ça marche en réseau. Tous ne veulent pas venir en France. Certains se sont fixés dans les Pays-Bas, d'autres sont partis en Israël, aux Émirats, aux États-Unis. On commence à reconstituer les liens, on reparle de relancer à un moment donné tel séminaire. Quand même, c'était bien... Résistance aurait du sens, résistance et résilience.

Oui, une majorité de chercheurs russes qui sont dans l'orbite du CEFR a décidé de quitter la Russie. Ça a quelque chose de tout à fait frappant. Ce pays est en train de se priver de ses élites et de ses meilleurs chercheurs, de ses forces vives. C'est terrible. Certains restent. Et avec ceux-là aussi, je continue à correspondre, bien sûr. Avec des motivations très diverses. La première étant le plus souvent, disons la plus fréquemment énoncée, étant qu'il faut bien quelqu'un pour former les générations suivantes de gens qui prendront la relève. Et il faut que ces gens aient la tête bien formée et ça, ça m'a été plusieurs fois dit de manière extrêmement claire.

C'est surtout des pressions institutionnelles alors qui s'exerçaient, je dirai encore plus fortement sur certaines universités en région plus qu'à Moscou. Mais qui étaient déjà sensibles depuis plusieurs années, c'est-à-dire qu'il y avait des sujets qui étaient clairement plus vraiment souhaités et souhaitables. Faire un séminaire ou un cours sur l'aide américaine apportée en 1921 pour lutter contre la famine dans l'Oural, bof. Les américanistes historiens justement de ces rapprochements américano-soviétiques, ce n'était plus tellement au goût du jour. Les recherches évidemment, comme vous le savez, sur le goulag, la mémoire, etc. Vous avez entendu parler du fameux cas de cet historien Iouri Dmitriev qui avait mis au jour ce cimetière dans le grand nord à Sandarmokh. On ne peut pas dire que cela faisait partie d'un plan d'éradication décidé d'en haut et qui touchait absolument toutes les universités de manière indifférenciée. Au contraire, il y avait, et jusqu'à présent d'ailleurs, certains instituts de

l'académie des sciences qui semblent jouir d'une relative tranquillité, quelles que soient les positions des chercheurs exprimées ou non exprimées sur la guerre et leur opposition parfois très nette. Si un doctorant veut soutenir une thèse, nous en avons un, sur par exemple la mémoire du goulag à travers la fédération de Russie par mise en place de mémoriaux, sites, musées, etc., bon ben, il ne soutiendra pas sa thèse. Et il viendra, je l'espère, en France, la terminer, la mettre en français puisque ce travail avait été écrit largement en russe et il va falloir, d'une manière ou d'une autre, qu'il soutienne ici. Mais bon, ce qui arrivé plus récemment, c'est évidemment l'annonce de la mobilisation qui a, là, carrément, comment dire, poussé au départ même les collègues qui a priori pensaient se maintenir. Donc là, il y a eu un mouvement d'hommes essentiellement. L'annonce de cette mobilisation et la manière dont elle s'est déroulée, et la violence avec laquelle tout ça a eu lieu, a d'une part fait prendre véritablement conscience à certaines personnes qui étaient loin de la guerre et qui pensaient que c'était quelque chose qui se passait loin là-bas, mais qui ne les concernait pas directement, et d'autre part a décidé certains de nos collègues qui auraient voulu rester, justement pour former les jeunes générations. Donc ils se sont retrouvés partout, au Kazakhstan, à Tbilissi, à Erevan, en Turquie et ailleurs. Là, nous avons des post-doctorants qui, candidat d'ailleurs au programme ATLAS, et qui nous dit : "Ah c'est très difficile de rédiger ce projet parce qu'un jour je suis ici, mais après je dois quitter pour aller là-bas et surtout, il faudrait que j'aie une autorisation ou une recommandation de mon institution d'origine. Comment est-ce que je vais obtenir ça aujourd'hui ?" Alors j'ai dit : "Oh, je pense qu'on n'aura pas vraiment besoin de cette attestation." Enfin voilà.

Évidemment, si vous voulez, certains chercheurs extrêmement fameux, je pense particulièrement à certains historiens, moins à certains politistes, jouissent d'une espèce de statut relativement intouchable. Ça la foutrait vraiment très mal de les exclure. Le prétexte, encore une fois, n'a pas été : tel enseignant-chercheur travaille sur des sujets qui ne sont plus d'actualité aujourd'hui, signé monsieur le recteur machin machin. Non, mais telle personne n'avait pas le droit de travailler en distanciel donc est licenciée sine die. La personne ayant déjà pris les devants et s'étant réfugiée en Arménie, admettons. Ils ont été invités à poser leur lettre de démission du jour au lendemain. Alors qu'on sait très bien que c'est l'ambiance générale qui fait que la personne est partie à l'étranger, a quitté la Russie. On est dans cette espèce de situation à la fois très claire et très fausse. On n'avait pas le droit à parler au consulat directement (ça facilite !) nous, CEFR. Parce qu'il faut passer par la voie hiérarchique, je n'ai pas vu l'ambassadeur depuis ma prise de poste. Les questions de recherche en sciences humaines et sociales, ce n'était sans doute pas sa priorité. Par contre, nous avons eu des relations compliquées avec le secrétaire général et avec le numéro 2 qui m'avait dit qu'on n'allait pas faire d'invitation à n'importe qui et que les gens travaillant, qu'ils soient doctorants, post doctorants ou chercheurs confirmés, voire stars de la recherche, s'ils travaillaient sur des sujets sensibles, on ne les ferait pas venir. Alors là, ça signifiait un peu déjà se coucher devant les autorités russes. Là, j'avais bataillé notamment pour la venue de Nicolas Werth qui devait venir au mois de janvier pour présenter le dernier volume des écrits de son père. Ce livre est important. Grosso modo, les hameçons du troisième millénaire, c'était parfait. La sculpture française du 18e en Russie, c'était très bien. Je ne voyais absolument pas pourquoi ça devenait d'un seul coup non souhaitable. Là on avait été un petit peu déjà en friction. Ce n'était pas vraiment des hostilités ouvertes, mais on avait senti qu'il allait falloir se battre. Et puis quand tout ça est arrivé, on nous a dit qu'on pouvait faire passer des listes et des demandes. Je vous passe le détail, la procédure a changé six fois. Six fois entre le 24 février et aujourd'hui. Et en plus de ça, via les politistes et journalistes, sont venus vers nous, non seulement des chercheurs du monde académique, mais aussi plein de gens qui étaient des activistes dans des associations, dans des fondations d'aide aux migrants, accès aux soins, droits de l'Homme, etc. Mais donc nous, on a vu affluer tout un tas de gens. Je ne vois absolument pas comment on aurait pu dire : "Non, là, vous n'êtes pas chercheur. On ne va pas instruire vos dossiers. On ne va pas vous apporter d'aide. On ne va pas vous aider à partir." Évidemment. Donc on s'est trouvés de 7 heures du matin à 1 heure du matin, tous les jours, samedi, dimanche compris, à répondre, expliquer, avoir des relais ici. Heureusement qu'on a des collègues formidables en France. Pour leur expliquer, il fallait faire des lettres d'invitation qui devaient être rédigées comme ci, comme ça. Heureusement, nous avons été extrêmement soutenus et nous continuons de l'être. Parce qu'au début j'allais porter mes petites listes manuscrites deux fois par jour, depuis la bibliothèque de littérature étrangère, à l'ambassade. Donc je prenais le bus puis le métro, avec mon petit papier dans mon sac à main et en serrant un peu les fesses, en me disant : "... il ne faudrait pas que ça arrive dans de mauvaises mains." Et puis j'allais porter ça au bureau d'une fille qui avait été commise par notre COCAC, responsable pour la centralisation de ces listes et donc on continuait à les rentrer sur un ordinateur sécurisé. Je vous passe les détails, mais c'était quand même assez rock'n'roll on va dire. Au bout d'un moment, on s'est dit que vu les complications, on ne pouvait pas tout traiter, c'est-à-dire que finalement, les activistes ont été soit pris en charge par le service de la presse, par exemple, et on s'est recentrés à partir de l'été uniquement sur les chercheurs-chercheurs et ça, ce sont des dossiers que nous continuons à soutenir et à instruire.

Il faut obtenir de nos tutelles que le CEFR, d'une manière ou d'une autre, continue. J'ai une crainte, c'est que,

privée d'accès au terrain, la recherche sur la Russie reflue. Or, elle va de toute façon refluer, mais au moins, certaines choses devraient pouvoir être maintenues et elles peuvent l'être. Elles peuvent l'être, pourquoi, parce que nous avons quand même des jeunes ou des moins jeunes, correspondants proches en Russie, collègues, qui sont prêts à aller faire des archives pour nos collègues français. Et j'espère obtenir la possibilité de bénéficier d'assistants de recherche. Nous avons des fonds, nous pouvons rémunérer ces gens. Pour le moment, ça passe sans souci. Ni les personnes ne sont inquiétées. Ce sont des sujets qui ne sont pas des sujets sensibles. Ce serait dommage que tout ce travail s'interrompe. Là aussi, il y a une fuite des cerveaux énorme.

Je balance personnellement entre des périodes de combativité intense et des périodes de désespoir personnel. Combativité évidemment pour la survie du CEFR et le maintien d'une recherche dynamique sur la Russie dont je pense que la France ne peut pas se passer, mais aussi pour le maintien des liens avec nos collègues qui sont restés au pays. C'est indispensable psychologiquement et moralement pour eux, mais aussi pour nous. Et de désespoir personnel parce que j'avais des envies de travaux et des travaux en cours, dont non seulement je vois pas comment est-ce qu'ils pourraient aboutir, mais je crois que j'ai perdu la foi dans leur intérêt ou dans leur nécessité.

Depuis plus de 60 ans, la Fondation Maison des Sciences de l'Homme soutient la recherche et valorise et diffuse des connaissances en sciences humaines et sociales. Ce podcast a été réalisé par la mission Médias et sciences de la Fondation. Il est publié en octobre 2023.